

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Ght_PRES_2025-165_MAPA_Assurances DO Et TRC Pour
Les Travaux De Restructuration Des Urgences Hda Gier**

La présente consultation est passée selon :

-la procédure adaptée issue des articles L2123-1 et R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de dépôt des questions : 31/07/2025

Date et heure limites de réception des offres : 11/08/2025 à 12h00

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR</u>	3
<u>ARTICLE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION</u>	3
<u>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	3
3.1 - MODE DE DEVOLUTION	3
3.2 - TYPE DE CONTRAT	3
3.3 - DUREE D'EXECUTION	4
3.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
3.5 - DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	4
3.6 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT DE L'ATTRIBUTAIRE	4
3.7 - OFFRE DE BASE	4
3.8 - VARIANTE A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
3.9 - VARIANTE LIBRE A L'INITIATIVE DES SOUSMISSIONNAIRES	4
<u>ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	5
4.1 - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4.2 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	5
4.3 - CONFIDENTIALITE ET MESURE DE SECURITE	6
<u>ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS</u>	6
5.1 - PROCEDURE DEMATERIALISEE	6
5.2 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	6
<u>ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	7
6.1 - PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE	7
6.1.1 - CAPACITE JURIDIQUE	8
6.1.2. - CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU CANDIDAT	8
6.1.3 - APTITUDE A EXERCER L'ACTIVITE OBJET DU MARCHÉ	8
6.2 - DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ANALYSE DES OFFRES	8
<u>ARTICLE 7 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	9
7.1 - JUGEMENT DES CANDIDATURES	9
7.2 - JUGEMENT DES OFFRES	9
7.3 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ – NOTIFICATIONS DES RESULTATS	10
<u>ARTICLE 8 - NÉGOCIATION</u>	10
<u>ARTICLE 9 - DISPOSITION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL</u>	10
<u>ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</u>	10
<u>ARTICLE 11 - PROCÉDURES DE RECOURS</u>	10

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir Adjudicateur : **CHU SAINT ETIENNE-Etablissement support du GHT LOIRE**

Type du Pouvoir Adjudicateur : Etablissement Public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse :

Direction des Achat et du Patrimoine

Hôpital Bellevue

42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Renseignement(s) administratif(s) :

Service marchés :

Laurence VETARD

Responsable service des marchés

Tél : 04/77/12/79/15

Fax : 04/77/12/73/15

laurence.vetard@chu-st-etienne.fr

Fabienne FAURE

Juriste

Tél : 04/77/12/79/06

ght.marchesjuristes@chu-st-etienne.fr

Grégory PONTVIANNE

Juriste

Tél : 04/77/12/79/62

ght.marchesjuristes@chu-st-etienne.fr

Renseignement(s) technique(s) :

emilie.roueche@hopitaldugier.fr m.bonfils@hopitaldugier.fr

En cas de question, une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la souscription et l'exécution de contrats d'assurances répartis en DEUX lots distincts au profit du [Centre Hospitalier du Gier](#) dans le cadre de **la réalisation d'une Extension et d'une Restructuration partielle du rez-de-chaussée de l'Hôpital.**

PC 042 207 24 00044 Délivré le : 26/02/2025 – Saint-Etienne

La nature et l'étendue des besoins sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques particulières.

Montant du marché : Les crédits budgétaires alloués à ce marché par le maître d'ouvrage sont inférieurs à 80 000 € TTC pour chaque lot. **Le Coût de l'opération est de 6 081 011 € TTC.**

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Mode de dévolution

La procédure de passation du marché est une procédure adaptée issue des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-7 du code de la commande publique

3.2 - Type de contrat

Marché de services.

3.3 - Durée d'Exécution

Les contrats seront souscrits à effet et pour les durées indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières et ne sont pas reconductibles.

3.4 - Décomposition de la Consultation

Le présent marché est réparti en **DEUX lots distincts**. Il est alloté de la façon suivante :

Lot N° 1 : Assurance Dommages Ouvrage - Prise d'effet à réception des ouvrages.

Lot N° 2 : Assurance Tous Risques Chantier – Prise d'effet à la notification.

Nomenclature Européenne

Classification principale	Classification complémentaire
Services d'assurances (66510000-8)	Lot N° 1 : Dommages Ouvrage – C.C.R.D. (66515000-3) Lot N° 2 : Tous Risques Chantier (66513200-1)

Les candidats sont informés qu'ils peuvent répondre à un ou plusieurs lots ou la totalité des lots.

3.5 - Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **2 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

3.6 - Forme Juridique du Groupement de l'attributaire

Conformément à l'**article R.2142-19 à R.2142-27** du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se présenter en candidat unique ou sous la forme d'un groupement conjoint et/ou solidaire. Conformément à l'**article R.2142-22**, le Pouvoir Adjudicateur n'impose aucune forme particulière de groupement. En cas de groupement conjoint, il est souhaité que le mandataire soit solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement par ses obligations contractuelles à l'égard du Maître d'Ouvrage. D'autre part, la composition du Groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

3.7 - Offre de Base

Les candidats ont l'obligation de répondre à l'offre de base. D'autre part, une offre qui rejeterait totalement le CCTP sera considérée comme variante libre car ne répondant pas au Cahier des Clauses Techniques Particulières. **Cette offre sera alors déclarée irrégulière et rejetée par le Pouvoir Adjudicateur.**

3.8 - Variante à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur

Seules les variantes exigées par le Pouvoir Adjudicateur sont admises (**article R.2151-9** du Code de la Commande Publique). Elles sont définies dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Les Candidats ont l'obligation d'y répondre en sus de l'offre de base.

Les variantes à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur portent sur des modifications de franchises ou sur des solutions différentes de celles demandées en offre de base. Elles sont détaillées dans chaque annexe financière que les Candidats doivent compléter. **Les Candidats doivent obligatoirement y répondre.**

3.9 - Variante libre à l'initiative des Soumissionnaires

Les variantes à l'initiative du Candidat au sens de l'**article R.2151-8-a** du Code de la Commande Publique **ne sont pas autorisées.**

Il est cependant précisé qu'une proposition d'un candidat disposant des réserves au Cahier des Clauses Techniques Particulières, inscrites dans l'acte d'engagement ne sera pas considérée comme une

variante libre ; **SAUF si ces réserves dénaturent totalement les prestations décrites dans le dossier de consultation.**

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier de Consultation comprend les pièces suivantes :

- 1) Actes d'engagements (ATTRI1) et annexes à compléter par le Candidat,
- 2) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- 3) Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- 4) Le règlement de Consultation (RC)
- 5) Dossier technique des travaux.
- 6) Contrat RGPD

Le Pouvoir Adjudicateur rappelle que le dossier de consultation des Entreprises (DCE) est dématérialisé. En conséquence, **aucune réponse sous format papier ou sur support physique électronique ne sera acceptée.**

Pour une parfaite connaissance des risques à assurer, sont également joints au présent dossier de consultation les éléments suivants :

- 1) Descriptif sommaire des travaux,
- 2) Permis de construire,
- 3) Etude de sol et mission BET,
- 4) Plan de coupe et façades,
- 5) Mission MOE,
- 6) Planning,
- 7) SPS et CT,
- 8) CCTP de chaque lot DCE,
- 9) Coût de l'opération

La présente liste n'est pas limitative et les candidats peuvent demander toutes informations ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à leur étude.

4.1 - Modification du Dossier de Consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard **10 (Dix) jours ouvrés** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une quelconque réclamation du fait de la modification.

Toutes les modifications apportées à la consultation seront portées à la connaissance des candidats via la plateforme de dématérialisation. Une alerte leur sera transmise à l'adresse électronique indiquée lors du retrait électronique du dossier de consultation. Le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu responsable du défaut de consultation par le candidat de sa messagerie électronique.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.2 - Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le DCE est téléchargeable gratuitement depuis la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme de dématérialisation.

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossiers de consultations. **L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres).**

Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais). Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques. Aucun candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en l'absence de ces informations ou en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Pouvoir Adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.PDF), et/ou Rich Text Format (.rtf) Word, Excel, PowerPoint, et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip)). Le retrait des documents par voie électronique n'oblige en aucun cas le candidat à déposer une offre. Toutefois, il est rappelé que tous les échanges d'informations avec les candidats seront effectués via la plateforme de dématérialisation.

Traitement des données personnelles

Les candidats déclarent connaître parfaitement et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

4.3 - Confidentialité et mesure de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

5.1 - Procédure dématérialisée

Conformément à l'**article R.2132-7** et suivant du Code de la Commande Publique, **les offres papiers ne sont plus autorisées**. La transmission des candidatures et des offres doit s'effectuer obligatoirement par voie électronique.

N.B. : Toutefois, le titulaire pressenti s'engage à accepter la re-matérialisation sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. Il s'engage également à ce que la personne physique auteur de la signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie au Pouvoir Adjudicateur sous cette forme dans un délai qui ne devra pas excéder 5 jours à compter de la réception de la demande.

Les plis devront parvenir **avant la date et l'heure limites de réception des offres** indiquées sur la page de garde du présent document.

5.2 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du Pouvoir Adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au Pouvoir Adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+ 01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date

et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- * lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- * lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CHU de Saint Etienne
Direction des Achats et du patrimoine
Hôpital Bellevue –Pavillon 1
42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02
Du lundi au vendredi (sauf les jours fériés et le lundi de Pentecôte) de :
9 heures à 16 heures 40

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 - Pièces relatives à la Candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux Articles **L. 2142-1**, **R. 2142-3**, **R. 2142-4** et **R. 2143-3** et **R.2143-4** du Code de la commande publique.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (**DUME**).

Conformément aux dispositions de l'Article **R.2143-4** du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (**DUME**) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché Européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'Article **R.2143-3** du Code la Commande Publique. Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> . Il est précisé que le Pouvoir Adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter d'indiquer dans le **DUME** qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Conformément aux dispositions de l'Article **R.2143-13** du Code de la Commande Publique, il est rappelé aux candidats qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à conditions que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

NOTA :

Pour tout Assureur porteur du risque non établi en France et intervenant en Libre Prestations de Services (**LPS**), les mêmes pièces seront exigées complétées par la justification des agréments du pays d'origine correspondant aux branches d'assurances prévues par l'article R 321-1 du Code des

Assurances. Conformément à l'**Article R.2143-16** du Code de la Commande Publique, les candidats joignent une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

6.1.1 - Capacité Juridique

Joindre les déclarations, certificats et attestations prévus par les **articles R.2142-1, R.2143-3.**

- * Déclaration sur l'Honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux **articles L.2141-1 et suivants et L.2141-7** et suivants du Code de la Commande Publique,
- * Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire,
- * Les pouvoirs du signataire à engager le candidat ou le groupement,
- * L'attestation d'assurance de Responsabilité civile professionnelle.

Si le candidat est un Intermédiaire d'assurance :

- * Le mandat habilitant l'intermédiaire d'assurance à engager la Compagnie d'Assurance qu'il représente, indiquant expressément l'étendue des pouvoirs du mandataire,
- * L'attestation ORIAS,
- * Attestation d'assurance couvrant les risques professionnels du Candidat (Responsabilité Civile professionnelle) et pour les Courtiers, une attestation de garantie financière, conformément au décret n° 2006-1091 du 30 août 2006 relatif à l'intermédiation en assurance et modifiant le Code des Assurances dans sa partie réglementaire.

6.1.2. - Capacités économiques et financières du candidat

- * Chiffres d'affaires : Déclaration du chiffre d'affaires global et le cas échéant le chiffre d'affaires concernant les prestations objets de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.
- * Extrait de bilan des 3 dernières années des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire.
- * Déclaration des effectifs moyens annuels et l'importance des personnels d'encadrement au cours des 3 dernières années.
- * **Justificatif de l'agrément du porteur des risques objet du marché délivré par l'ACPR. A défaut de remise de l'agrément (branche d'assurance), la candidature sera déclarée irrégulière.**

6.1.3 - Aptitude à exercer l'activité objet du marché

- * Effectif du candidat : Déclaration relative à l'effectif du candidat et à l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- * Liste des services exécutés au cours des trois dernières années en précisant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

6.2 - Documents nécessaires à l'analyse des offres

Le candidat formule son offre en produisant :

- 1) L'Acte d'engagement (ATTRI1) et l'annexe de prix complétés, datés et signés par une personne habilitée à engager la société. **Ses coordonnées téléphoniques doivent être précisés et lisibles.**
- 2) Les **réserves**. Le candidat doit impérativement indiquer les dispositions du cahier des charges qu'il entend amender. En l'absence de ces précisions, le CCTP est réputé accepté dans son intégralité.
- 3) Un mémoire de gestion présentant les modalités de fonctionnement de ses services associés à l'offre qui complètera l'annexe relative à l'acte d'engagement. **L'absence du mémoire de gestion entraine l'irrégularité de l'offre.**

Ce Mémoire de services ne devra pas dépasser 8 pages (recto/verso). Il devra préciser :

- Présentation sommaire du candidat et/ou du groupement,
- Présentation du service de gestion du contrat (CV),
- Présentation et qualification du service de gestion des sinistres (CV),
- Engagements pris en termes de réactivité, de disponibilité, d'accompagnement dans la gestion courante du contrat et des sinistres.

- 4) Les Conditions Générales, Conventions Spéciales ou Particulières de l'Assureur,

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

ARTICLE 7 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 - Jugement des candidatures

Conformément à l'**article R.2161-4** du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures seront examinées conformément à l'**article R.2144-1** du Code de la Commande Publique, et en application des justificatifs rappelés aux articles 6.1 - 6-1.1 à 6-1.3 du présent Règlement de consultation. Si le Pouvoir Adjudicateur constate que des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats.

Les candidatures qui ne seront pas recevables en application de l'**article R.2147-7** du Code de la Commande Publique seront éliminées.

Les critères de jugement des candidatures porteront sur les éléments suivants :

- * Candidat ayant fourni toutes les déclarations et attestations, dûment remplies,
- * Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières,
- * Références du Candidat : marchés similaires réalisés au cours des 3 dernières années indiquant notamment : le montant, la nature du contrat, la date et le bénéficiaire public ou privé.

7.2 - Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux **articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2** du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le Pouvoir Adjudicateur écartera les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées.

Il est toutefois rappelé aux candidats que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de toute négociation de l'offre.

Les offres sont appréciées au moyen de la liste des critères pondérés ci-après.

Les critères de jugement des offres seront notés de 1 à 100. 100 correspondant à la meilleure note.

Ces notes sont affectées des coefficients de pondération.

Les pénalités seront appliquées sur la nature des garanties et les modalités de gestion. Elles seront sanctionnées en fonction de l'impact économique que produiront ces réserves au regard des dispositions du CCTP.

Prix : Pondération 50%

La note correspondant au critère prix sera définie selon le mode de calcul suivant :

Note = Montant de l'offre la moins disante divisée par le prix de l'offre analysée note maximale X coefficient de pondération soit note maximale de 50 points.

Valeur Technique de l'offre : Pondération 50%

La valeur technique de l'offre sera appréciée au regard des sous-critères suivants :

- Nature et étendue des garanties (0 à 50)

Les besoins du Maître d'Ouvrage ont été définis dans les pièces du DCE. Aussi, un candidat qui présentera une offre sans réserve obtiendra la note maximale. Pour les candidats présentant une ou plusieurs réserves, celles-ci seront appréciées suivant leur impact économique et technique

1 point = Réserve **minime** qui n'altère pas la qualité de l'offre,

5 points = Réserve **notable** qui modifie la valeur technique du CCTP tout en respectant les exigences minimales fixées par le C.C.T.P.

10 points = Réserve **importante** qui altère la valeur technique du CCTP tout en respectant les exigences minimales fixées par le C.C.T.P.

Modalités de gestion des contrats d'assurances et des sinistres. Ces éléments devront être précisés dans le mémoire du candidat. **(0 à 30)**

- Le candidat est adhérent à la Convention de Règlement de l'Assurance Construction : **(0 ou 10)**
- Le Candidat se charge de la collecte et de la vérification des attestations d'assurance de responsabilité civile professionnelle et décennale des entreprises : **(0 ou 10)**

TOTAL des points obtenus X coefficient de pondération soit note maximale de 50 points.

Au regard des critères pondérés, le représentant du pouvoir adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux disante. Les offres

sont examinées lot par lot. En cas d'égalité entre les Candidats, le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note au critère prix.

NOTA :

Une offre est déclarée irrégulière si elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre est inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre est anormalement basse si son prix ne correspond pas à une réalité économique.

Dans le cadre de la présente procédure, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur autorise tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai de 5 jours, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Cette régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

7.3 - Attribution du Marché – Notifications des résultats

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévus aux **articles R.2143-6 à R.2143-10** du Code de la Commande Publique.

Le délai imparti par le Pouvoir Adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 3 jours. A défaut de produire ces documents dans le délai imparti, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaire avant que le marché ne lui soit attribué.

Les candidats seront avisés du rejet de leurs offres par envoi dématérialisée via le profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8 - NÉGOCIATION

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 premiers candidats au classement résultant de l'analyse des offres. Ces derniers seront avertis par message sur le profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur. Un document précisera les points sur lesquels portera la négociation.

ARTICLE 9 - DISPOSITION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Conformément à l'**article R.2185-1** du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la présente consultation sans que les soumissionnaires ne puissent demander une quelconque indemnité.

ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats transmettent impérativement leurs demandes par l'intermédiaire du profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à tous les candidats ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 11 - PROCÉDURES DE RECOURS

Le Maître d'Ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif est seul compétent en cas de litige conformément à l'**article R 312-11** du Code de Justice Administrative.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de LYON

184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Le Pouvoir Adjudicateur informe les candidats de l'existence d'autres voies de recours dont ils disposent :

- * Référé précontractuel prévu aux **articles L.551-1 à L.551-12** du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- * Référé contractuel prévu aux **articles L.551-13 à L.551-23** du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'**article R. 551-7** du CJA.
- * Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Organes chargés des procédures de médiations

En application des articles **R.2197-1 à 5** du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire de la Commande Publique :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (C.C.I.R.A.)

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (D.I.R.R.E.C.T.E.).

MANDAT DE L'ASSUREUR

Pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier du Gier de Saint-Chamond**

Objet du marché : Souscription de contrats d'Assurances Construction

Lot n°

Assureur apériteur / Co Assureur / mutuelle portant le risque :

Nom :

Adresse :

L'assureur / mutuelle précité atteste :

- qu'il a normalement été saisi et consulté par le cabinet (intermédiaire / gestionnaire) et que l'ensemble des pièces du marché lui ont bien été communiquées.

Nom :

Adresse :

☐ qu'il donne en conséquence mandat à l'intermédiaire, ce dernier l'acceptant, pour le représenter dans le cadre de cette consultation et signer le cas échéant pour son compte la lettre de consultation et l'acte d'engagement ;

☐ qu'il accepte que l'intermédiaire soit membre du groupement conjoint (☐OUI/☐NON) et dans l'affirmative mandataire du groupement (☐OUI /☐NON) ;

☐ qu'au cas où l'offre présentée serait retenue, il donne mandat à l'intermédiaire précité pour l'encaissement des cotisations d'assurance pour son compte.

☐ qu'au cas où l'offre présentée serait retenue, il donne mandat à l'intermédiaire précité pour le représenter dans la cadre des actes liés à la gestion du contrat **et des sinistres**. Ce mandat est accordé au Mandataire pour un règlement des sinistres à concurrence de : _____ €

Fait à le

Nom et fonction du signataire **pour l'assureur** :

Signature :

Nom et fonction du signataire **pour l'intermédiaire / gestionnaire** :

Signature :

En cas de modification / révocation du présent mandat, l'Assureur s'engage à en informer le Pouvoir Adjudicateur dès qu'il en aura pris la décision.